

# Ni éclatés, ni bradés, tous et toutes en grève le 12 décembre !

La grève du 12 décembre va être un véritable référendum. Cheminots et cheminotes par notre action, nous allons nous prononcer pour ou contre la réforme du ferroviaire du gouvernement.

**Ne pas être en grève le 12 décembre, ce serait accepter de voir ses conditions de travail se dégrader au point de remettre en cause toute vie sociale et familiale, ce serait accepter de voir disparaître la SNCF et s'envoler ce qui pouvait rester de service public.**

Ce gouvernement, pour qui une majorité de cheminots a voté n'en finit plus de désespérer notre camp social. Hollande « le président des patrons » - selon ses propres mots - est aujourd'hui dans la tourmente, mais à qui la faute ? De mauvais coups en mauvais coups, de la loi antisociale sur la compétitivité à la réforme des retraites, rien ne distingue sa politique économique de celle de Sarkozy. La prochaine augmentation de la TVA – impôt le plus injuste - au 1er janvier dont l'objectif est de financer les 20 milliards de crédit d'impôt pour les entreprises françaises du CAC 40 en est encore une illustration.

Malheureusement depuis l'arrivée de la gauche libérale au pouvoir, les difficultés - à unir les révoltes sociales, à construire une opposition de gauche à ce gouvernement - ont laissé comme en Bretagne le terrain libre aux patrons du MEDEF, au FN, aux réactionnaires de tout poil. Il est temps de renverser la vapeur.

**Il y a urgence à se mobiliser contre le gouvernement et le patronat (public et privé) du ferroviaire pour repousser cette réforme qui n'est même pas amendable.**

L'objectif de cette nouvelle journée d'action est d'être encore plus nombreux et nombreuses en grève que le 13 juin dernier. Le

gouvernement doit comprendre que nous ne nous laisserons pas faire et mesurer notre détermination. S'il ne veut pas abandonner ses dogmes libéraux il devra en assumer les conséquences. Le 12 décembre doit être le dernier avertissement !

**Profitons de cette journée pour mettre en débat la possibilité de lancer un mouvement de grève reconductible sous le contrôle des cheminots et de leurs assemblées générales.**

Le pouvoir est affaibli et nous devons en profiter pour imposer une autre réforme dont le contenu serait radicalement différent.



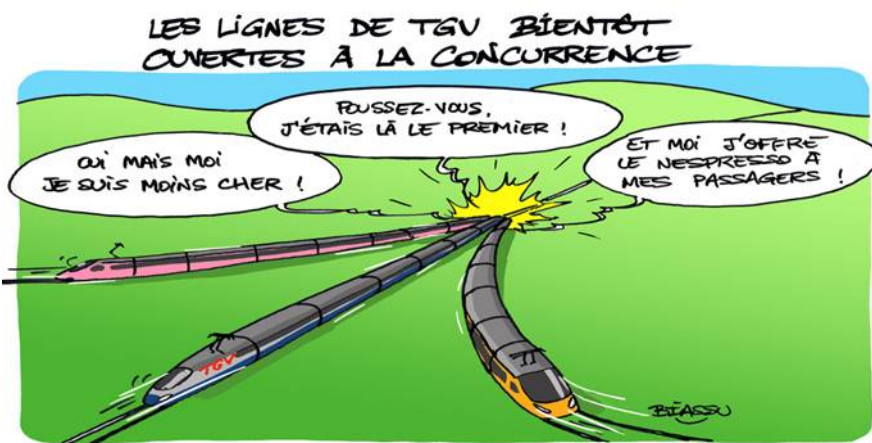
Réaffirmons que nous voulons une seule entreprise publique ferroviaire intégrée dans laquelle l'ensemble des travailleurs et travailleuses du rail aura le même statut autour d'un RH0077 amélioré comme base pour la réglementation du travail.

**Tous et toutes en grève, parce que nos vies valent plus que leurs profits !**

# REFORME FERROVIAIRE – Questions/Réponses

**La réforme ferroviaire adoptée par le gouvernement le 16 octobre en quelques mots ?**

Applicable en 2015 elle éclatera la SNCF en trois entités et remplacera sa réglementation du travail par une nouvelle convention collective. « SNCF Réseau » héritier de RFF gestionnaire de l'infrastructure absorbera les 55000 cheminots de l'entretien des voies et de l'Infra. « SNCF Mobilités » centrée sur la production des trains et leur commercialisation regroupera les 100000 cheminots restants. L'article 8.II du projet entérine en fait la casse de la SNCF et montre que loin de réunifier le service public ferroviaire le projet vise à accélérer son éclatement et avancer ainsi dans



le processus de privatisation et d'ouverture à la concurrence déjà bien en route.

**Est-ce que vous n'exagérez pas la dangerosité de la réforme ?**

Les cheminots s'apprêtent à recevoir un coup de massue sans précédent depuis la création de la SNCF en 1937. Le gouvernement nous propose la casse du service public et de nos acquis sociaux. Avec une dette au-dessus de la tête qui servira à justifier « le travailler plus pour gagner moins ».

**Ne vaut-il pas mieux aujourd'hui une mauvaise réforme avec un gouvernement de gauche que demain une encore pire avec la droite ?**

Hollande – Ayrault se sont permis en 18 mois des « réformes » dont la droite avait rêvé mais qu'elle n'avait pas même osé proposer. Surtout sensible aux revendications des patrons du MEDEF le gouvernement a déjà concédé le crédit d'impôt de 20 milliards (que nous allons payer à travers la hausse de la TVA au 1er janvier), la loi antisociale sur la compétitivité qui explose le droit du travail, la loi sur les retraites et maintenant la réforme ferroviaire. Difficile de faire mieux dans l'antisocial.

Certains demandent au gouvernement de revoir sa copie...

Il ne faut faire courir aucune illusion ni aux cheminots, ni aux usagers. Cette loi est à rejeter entièrement. Le démantèlement de la SNCF y est présenté comme préalable à l'ouverture à la concurrence prévue pour 2019. Et nous avons déjà pu mesurer les conséquences désastreuses de l'ouverture à la concurrence pour le fret.

**Et les usagers dans cette réforme ?**

Après la catastrophe de Brétigny, nous avons frôlé une nouvelle catastrophe sur la région avec heureusement la découverte d'un rail cassé sur plus d'un mètre sur la ligne Toulouse-Tarbes. Un audit sur l'état du réseau français en 2004-2005 réalisé par l'Ecole Polytechnique de Lausanne a confirmé un état de vétusté préoccupant (avec son lot de ralentissements) et un retard pris en matière de renouvellement de voie. En fait c'est la politique du tout-TGV qui se fait contre les trains du quotidien, le poids de la dette (due en grande partie au tout-TGV) qui conduisent à une situation où la sécurité des usagers risque de ne plus être garantie. Et la politique de RFF de réduction du personnel de l'entretien n'est pas là pour nous rassurer. Ensemble, usagers-cheminots nous devons refuser un transport ferroviaire à « l'Anglaise ».

Nous contacter: [www.npa31.org](http://www.npa31.org)

[contact@npa31.org](mailto:contact@npa31.org)

NPA 31

9 rue corneille

[cheminot.anticapitaliste@gmail.com](mailto:cheminot.anticapitaliste@gmail.com)

31300 TOULOUSE



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE